

## **Pauvre et pro-européenne, la Bulgarie prend la présidence de l'UE**

La Bulgarie, qui prend la présidence tournante de l'UE le 1er janvier, aspire à jeter des ponts entre l'est et l'ouest de l'Europe, la Turquie et Bruxelles, pour forger des compromis sur plusieurs dossiers brûlants dont la politique migratoire.

Membre le plus pauvre de l'Union européenne, critiqué pour son inefficacité face une corruption endémique, Sofia mise aussi sur sa première présidence du Conseil de l'UE pour améliorer son image.

La Bulgarie, entrée dans l'UE en 2007, cherche à convaincre qu'elle est digne d'enfin intégrer l'espace Schengen de libre circulation et, à plus long terme, la zone euro.

Six mois de présidence réussie plaideraient en faveur de ce pays de 7,1 millions d'habitants, à l'histoire politique agitée depuis la chute du communisme mais qui a retrouvé une certaine stabilité sous la houlette du Premier ministre de centre droit Boïko Borissov.

Ce dernier est revenu au pouvoir début avril, pour son troisième mandat depuis 2009, au prix d'une alliance avec des partis nationalistes qui ont mis en sourdine leur rhétorique agressive pour s'afficher pro-UE et pro-OTAN.

Contrairement aux pays du groupe de Visegrad (Pologne, République Tchèque, Hongrie et Slovaquie), la Bulgarie ne s'est pas opposée à la politique européenne de relocalisation des réfugiés au sein de l'UE, même si les discours de peur voire de rejet de l'immigration imprègnent la scène politique nationale.

"La Bulgarie est l'un des rares pays ex-communistes, au sein de l'UE, qui apprécient à leur juste valeur les fonds européens, lesquels ont assuré 66% de sa croissance depuis 2007. Elle ne crée pas de difficultés, y compris sur la politique de migration", estime un diplomate européen à Sofia.

Fort de cette attitude conciliatrice, le gouvernement de Boïko Borissov se voit en médiateur sur les sujets les plus épineux.

Dans le contexte du Brexit, la réduction probable du budget de l'Union après 2020 inquiète particulièrement les pays de l'Est, grands bénéficiaires de fonds européens.

"Le slogan de la présidence bulgare est +L'union fait la force+", souligne la ministre des Affaires étrangères Ekaterina Zaharieva auprès de l'AFP.

Elle appelle à "faire preuve de solidarité quant à la protection des frontières extérieures de l'UE au lieu de dresser des clôtures à l'intérieur".

- Agenda chargé -

Les dirigeants européens espèrent notamment débloquer d'ici le mois de juin la réforme de l'asile via une remise à plat du "règlement Dublin", qui confie presque

systématiquement la responsabilité du traitement d'une demande d'asile aux pays de première entrée dans l'UE, sur lesquels pèse un fardeau démesuré en situation de crise.

M. Borissov plaide par ailleurs pour une amélioration des relations entre l'UE et la Turquie, avec laquelle son pays partage 259 km de frontière terrestre. Au coeur de ses préoccupations: le maintien "à tout prix" de l'accord migratoire conclu en mars 2016 qui a permis de réduire le flux des demandeurs d'asile du Moyen-Orient vers l'UE, dont la Bulgarie est l'une des portes d'entrée.

La présidence bulgare, qui succède à l'Estonie, sera également celle du lancement de la nouvelle phase de négociations des dirigeants européens avec le Royaume-Uni, à propos d'une période de transition post-Brexit et du cadre de leur future relation commerciale.

"L'agenda sera chargé puisque 2018 est la dernière année complète de mandat de la Commission", avant les élections européennes de 2019, souligne Ognian Zlatev, représentant de la Commission européenne en Bulgarie.

Les chantiers sont nombreux: budget de l'UE après 2020, projet de réforme de la zone euro qui attend la formation d'un gouvernement en Allemagne, coopération renforcée en matière de défense récemment lancée, réforme des institutions européennes après le Brexit, marché unique numérique...

Sofia entend également apporter son expertise régionale sur un sujet qui lui tient à coeur: l'intégration européenne de ses voisins des Balkans. Un sommet UE-Balkans est prévu en mai.

Parmi les pays issus de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie, seuls la Serbie et le Monténégro mènent aujourd'hui des négociations d'adhésion avec l'UE.

La Bulgarie souhaite que l'Union adresse "des signes d'encouragement" à cette région: l'avancée de projets d'infrastructure ferroviaire et routière ainsi que la baisse des frais de roaming pour la téléphonie entre l'UE et les Balkans auraient valeur d'avancées concrètes.